

Assemblée générale ordinaire de l'Association des maires du Gabon (AMG) "Les municipalités gabonaises face au défi de la décentralisation"

Christian KOUIGA
 Libreville/Gabon

Épicentre des travaux à Lambaréné, ce thème a fait l'objet d'un exposé de haut vol. Conférencier : l'ancien ministre de la Décentralisation et de la Politique de la ville, Richard Auguste Onouviet, aujourd'hui premier vice-président de l'Assemblée nationale.

LA première assemblée générale ordinaire de l'Association des maires du Gabon (AMG) aura été bénéfique à plus d'un titre, eu égard à la nature du thème central de leurs travaux : "Les municipalités gabonaises face au défi de la décentralisation : 1996-2016" qui a même fait l'objet d'un exposé par le premier vice-président de l'Assemblée nationale, Richard Auguste Onouviet.

Celui-ci a d'entrée salué la volonté politique affichée, depuis 1996, par les autorités du pays de faire aboutir la décentralisation. Laquelle se traduit, à ce jour, par la promulgation de la nouvelle loi organique N° 001/2014 du 15 juin 2014 relative à la décentralisation. Pourtant, dira-t-il, "il ne suffit pas d'affirmer ou de voter une loi pour qu'il y ait véritablement décentralisation". Allusion faite aux nombreux obstacles qui n'ont fait que ralentir ce processus amorcé il y a 20 ans au-



Une vue des maires à Lambaréné.

jour d'hui. Pêle-mêle, le conférencier a cité : "l'absence d'appropriation de la politique de décentralisation par les acteurs impliqués", "l'exercice exclusif par les services centraux de la totalité des missions de service public compte tenu de l'insuffisance des ressources financières des collectivités locales", et l'absence d'expertise dans la plupart des collectivités locales". Toutes contraintes qui pèseraient sur sa concrétisation effective. Voilà pourquoi il suggère, au plan politique, que des efforts soient davantage faits pour définir le cadre institutionnel des collectivités locales, en clarifiant et en délimitant les responsabilités respectives des administrations centrales,

déconcentrées et décentralisées. Au plan juridique, que le transfert des compétences soit effectif. Puisque les compétences exercées actuellement par nos mairies traduisent plus une forme de déconcentration qu'une véritable décentralisation. Les contraintes financières ne sont pas en reste. "Le droit de lever une fiscalité et une parafiscalité locales constitue l'une des revendications principales des élus locaux. L'autonomie financière qui devait sous-tendre leur liberté en matière financière fait apparaître d'importantes limites au niveau de l'autonomie fiscale qui en résulte. Les 51 communes du Gabon sont donc encore dépourvues d'un réel pouvoir fiscal". Pour lui, les contraintes hu-

maines se résument à "l'absence d'une administration locale indépendante de l'administration de l'Etat". Non sans relever la problématique de la masse salariale qui, selon lui, absorbe à l'échelle des communes du pays 80 à 85% des budgets communaux. "En effet, généralement recrutés par les élus sur le mode du clientélisme politique, les employés des communes gabonaises s'amassent, pour ainsi dire, les uns sur les autres, au gré des changements d'exécutifs communaux. Chaque maire arrive avec son contingent et le superpose à celui laissé par son prédécesseur, sans souci réel d'optimisation et de productivité du travail. Nos communes deviennent ainsi une sorte de tampon social permettant d'atté-



Richard Auguste Onouviet

nuer le chômage pour le contenir, à tout prix, dans des limites non alarmantes". Mais peut-on vraiment dire que les collectivités locales jouent un rôle essentiel dans le développement actuel du pays ? A cette question, le conférencier a répondu en émettant simplement le vœu de voir la décentralisation gagner en consistance, et s'orienter vers une conception plus substantielle impliquant des pouvoirs de décision autonomes accompagnés d'une consolidation progressive de légitimité électorale, d'un renforcement de la crédibilité des autorités décentralisées et d'un accroissement des responsabilités des collectivités locales. La décentralisation est un "long processus". Mais il ne

pense pas moins que "la grandeur du Gabon passe par la grandeur de l'ensemble de ses territoires". Au demeurant, il plaide pour la "promotion du développement à la base par la base". Une politique conférant aux acteurs locaux plus des prérogatives, pour mieux lutter contre la pauvreté et créer des conditions de bien-être de leurs populations respectives, entendu que la décentralisation pourra freiner l'exode rural et ralentir la concentration urbaine. En définitive, selon Richard Auguste Onouviet, "la décentralisation est un impératif catégorique au Gabon". Autrement dit, une exigence d'efficacité économique qui peut aider à garantir la prospérité durable dans le pays.

Présidentielle 2016

Quid des enjeux de l'échéance ?

SM
 Libreville/Gabon

"LES enjeux de la prochaine élection présidentielle au Gabon", tel était le thème de la conférence-débat animée, dernièrement, à Paris, à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris) par le conseiller spécial du président de la République, Flavien Enongoue, par ailleurs son représentant personnel au Conseil permanent de la francophonie (CPF).

Face à une assistance composée d'étudiants, d'universitaires et des principaux responsables de l'Iris, M. Enongoue a fait valoir que le principal enjeu du scrutin présidentiel est géopolitique. "Non pas au sens de la géopolitique externe, mais plutôt de la géopolitique interne, renvoyant à la relation forte entre trois facteurs : l'espace géographique marqué par la diversité des composantes ethno-régionales, la politique entendue comme lutte pour la conquête ou la conservation du pouvoir, et l'histoire de notre vivre ensemble". En ce sens que, "l'alternance politique au Parti démocratique



Flavien Enongoue (extrême droite), lors de l'exposé.

gabonais (PDG) est considéré par tous les prétendants au fauteuil présidentiel d'aujourd'hui, comme ceux d'hier, non pas comme un changement de la politique économique qui est mise en œuvre, mais avant tout comme un changement géo-ethnique du centre de gravité du pouvoir d'Etat". Une argumentation qui a fait suite à une brève présentation, de la part du conférencier, de la situation géographique et des données démographiques du Gabon, suivies d'une interrogation sur le niveau de participation électorale dans notre pays. Le-

quel, selon lui, a souvent été l'objet de polémique, mais dont il a montré qu'il est tendanciellement en hausse depuis les élections locales de 2008, sous l'ère Omar Bongo Ondimba. Aussi l'orateur a procédé à un listing des principaux candidats déclarés à la prochaine présidentielle. Présentant Ali Bongo comme étant "incontestablement le favori, Jean Ping, le challenger, Casimir Oye Mba, et Pierre-Claver Maganga Moussavou, les outsiders". Réagissant à plusieurs préoccupations relatives à l'impact de la situation économique du pays sur l'échéance à venir,

Flavien Enongoue a démontré que "la conjonction défavorable ne plaide certes pas en faveur du candidat sortant, Ali Bongo Ondimba, mais qu'elle ne constitue pas non plus, chiffres et cartes à l'appui, le facteur le plus prédictif du vote pour la majorité des électeurs ; à comparer à la dimension communautaire des préférences qui représentent, selon lui, une véritable matricielle. De plus, malgré les manquements constatés, le bilan du septennat demeure positif, surtout au niveau des infrastructures, des investissements économiques et sociaux". Des propos, a-t-il dit, décou-



Une vue de l'assistance.

lant de l'analyse du discours des acteurs politiques et de leurs stratégies respectives, qui ne résident pas dans la confrontation des offres politiques différentes. C'est-à-dire des projets sous-entendus par des politiques économiques différentes, ou conceptions géostratégiques différentes. À l'en croire, "le vainqueur de la prochaine élection présidentielle est plutôt condamné à poursuivre les chantiers de la diversification et transformation d'une économie reposant jusqu'alors sur la rente de l'exploitation des matières premières, ainsi que le chantier de la diversification des parte-

naires internationaux". Aussi Flavien Enongoue a-t-il versé au débat, les conclusions jamais démenties d'un article paru en décembre dernier : "pour espérer donc gagner une élection à un tour au Gabon, tout en conjurant le sort de la division de la nation, il importe aux candidats éligibles non seulement de disposer d'un fief électoral significatif, ainsi que d'une véritable assise dans la province de l'Estuaire, démographiquement stratégique, mais aussi de bénéficier d'une présence électorale dans le reste du pays. Cela a été jusqu'ici le principal avantage du PDG".